

L'unité décisive

C'est au siège du Parti de Gauche que s'est tenue, le 10 novembre, la 6ème rencontre du groupe de travail qui rassemble, depuis le 28 septembre, les Alternatifs, la FASE, le FSQP, Gauche Unitaire, le M'PEP, le NPA, le PCF, le PCOF, le Parti de Gauche et Républicain et Socialisme.

Depuis cette date les discussions ont considérablement avancé. Le Parti de Gauche a d'ailleurs rappelé que les organisations de l'autre gauche avaient réussi à régler quasiment tous les points stratégiques qui faisaient débat entre elles, y compris ceux que les « observateurs » annonçaient infranchissables : des listes autonomes du PS et des Verts au premier tour, principe renforcé depuis le vote du CN du PCF ; les premières conférences régionales du PCF vont quasiment toutes dans ce sens, confirmant ainsi la dynamique en cours ; l'accord sur les trois objectifs indissociables de la campagne : changer la donne à gauche, battre la droite, rassembler une majorité sur un programme de transformation ; l'engagement à une fusion démocratique de nos listes avec le PS et les Verts au 2ème tour pour battre la droite, en excluant toute présence du Modem.

Un dernier obstacle reste à lever pour parvenir à l'alliance que nous continuons à souhaiter avec le NPA. Il faut nous entendre sur la volonté de participer aux exécutifs dès lors que les trois conditions énoncées dans le précédent Vie de Gauche sont remplies. Le NPA veut en ajouter une autre, inacceptable. Pourtant tout démontre, y compris les propositions programmatiques faites par le NPA dans le texte qu'il a présenté, que déterminer ensemble une série de mesures phares ne constituerait pas une difficulté insurmontable.

L'unité de tous ceux qui n'ont pas renoncé à la transformation sociale et écologique est décisive pour la population et pour l'avenir de la gauche dans notre pays mais elle doit se réaliser sur une stratégie qui la rend utile.



DR

Riches protégés, accidentés du travail taxés

L'annonce par le gouvernement de sa volonté de taxer les indemnités des accidentés du travail a suscité une levée de bouclier à gauche. Un appel unitaire sous l'égide de la Fondation Copernic a recueilli plus de 12 000 signatures en dix jours. Parmi les signataires : Nathalie Artaud, Clémentine Autain, Olivier Besancenot, Alain Lipietz, Annick Coupé, Benoit Hamon, Pierre Laurent, Noël Mamère, Jean Luc Mélenchon, Willy Pelletier, etc.

<http://www.non-taxation-at.net>

Un meeting unitaire a réuni 250 personnes à la Bourse du Travail à Paris le 3 novembre. Les organisations syndicales et politiques parties prenantes — Copernic, Union syndicale Solidaires, Syndicat de la Magistrature, Syndicat des Avocats de France, LO, NPA, PCF, PG, PS, Verts — y ont pris la parole (dont Martine Billard, députée, et Claude Debons pour le PG).

Les orateurs ont fustigé l'attitude de la droite qui prétend traquer de pauvres niches fiscales « au nom de la justice » (!) tout en protégeant la niche de luxe que constitue le bouclier fiscal. Alors que les accidentés du travail, déjà victimes dans leur chair, ne touchent que 60 à 80 % de leur salaire et sont frappés par les franchises médicales et les remboursements de soins, ils devraient subir une ponction fiscale supplémentaire.

Tout ça pour récupérer 150 millions d'euros. Alors que dans le même temps, 464 dispositifs d'optimisation fiscale ont permis aux plus aisés d'économiser 70 milliards d'euros d'impôts en 2009. Deux poids, deux mesures, nouvelle illustration d'une politique de classe qui s'inscrit dans une volonté de démantèlement social plus global.

Face aux 720 150 accidents avec arrêt par an, 46 436 accidents avec incapacité permanente, 37 millions de journées d'indemnisation, 700 morts, 4500 mutilés, le gouvernement se garde de s'interroger sur l'origine d'un phénomène d'une telle ampleur. Car seraient mises en lumière les responsabilités d'un système dans sa recherche du profit maximum. Intensification du travail, pression accrue à la performance individuelle, recours aux CDD, à l'intérim, à la sous-traitance, économies sur la sécurité, autant de méthodes qui dégradent les conditions de travail, aggravent la souffrance, augmentent les risques d'accidents.

Contre cette politique antisociale, l'unité de la gauche sociale et politique est nécessaire. Après le succès du référendum contre la privatisation de la Poste, le rassemblement opéré pour cet appel et ce meeting, constitue un encouragement à poursuivre en ce sens.

Claude Debons

Assises pour le changement**Une participation remarquée**

Christophe Ventura

Martine Billard

Claude Debons

Hélène Franco

Corinne Morel-Darleux

En organisant des « Assises pour le changement », à Saint-Denis, l'hebdomadaire Politis avait convié pour un week-end studieux des représentants de toutes les organisations politiques de l'Autre gauche et des Verts, mais aussi des représentants d'associations, des syndicalistes, des économistes, des sociologues. Le Parti de Gauche avait dépêché pour le représenter Corinne Morel Darleux, Christophe Ventura, Hélène Franco et Claude Debons. Y participait également Martine Billard, députée de Paris.

Tous ont pu exposer nos réflexions et nos idées, lors de tables-rondes riches en propositions de toutes sortes, qui auront fait ressortir plus de convergences que de divergences. Ils ont notamment montré par leurs interventions que l'écologie n'était pas, au Parti de Gauche, un simple supplément d'âme. Qu'au PG la parité se pratique. Que la « socialisation de l'économie » n'est pas un gros mot. Plaider pour une « rupture avec les institutions actuelles » sans laquelle « il n'est pas possible d'accéder aux droits fondamentaux ». Et enfin défendre la nécessité de construire une force politique nouvelle.

Octave Honorin

La Poste est à nous !**Le Parti de Gauche devant le Sénat**

Il y avait de la satisfaction mélangée à de la colère chez les manifestants présents ce lundi 2 novembre devant le Sénat.

De la satisfaction et fierté d'avoir réuni des millions de citoyens en leur donnant l'opportunité de donner leur avis. Les comités venus de la France entière prennent la parole, tour à tour, pour expliquer les actions unitaires menées dans leur ville, devant les postes, les gares, dans les mairies,

sur les marchés... ; mobilisation qui a fait le succès de la votation citoyenne qui s'est close le 3 octobre. De l'avis de tous, ce succès rappelle celui de 2005, de la mobilisation contre le TCE. Le résultat donne le même goût pétillant de la victoire du peuple.

À notre tour, nous prenons la parole pour expliquer la mobilisation du Parti de Gauche, la campagne d'affichage et les tracts distribués. Nous félicitons ce rassemblement d'organisations syndicales, d'associations et de partis politiques, ce front populaire contre une décision gouvernementale qui n'est autre que la conséquence de directives européennes qui prônent la concurrence libre et non faussée.

Mais de la colère aussi car le gouvernement fait la sourde oreille. Le Président de la République n'a pas daigné répondre aux courriers du Comité de Défense de La Poste. Cette façon d'ignorer et de mépriser

l'avis des français est intolérable. Il reflète indiscutablement l'état d'esprit de nos gouvernants. Causez toujours, vous ne nous intéressez pas ! Prenons conscience de l'importance du succès de cette votation citoyenne : 2 400 000 français. Cette mobilisation va-t-elle permettre de faire comprendre aux citoyens que le tous ensemble n'est pas un simple slogan, que ces mobilisations généreront ce Front Populaire que nous appelons de nos vœux ? Il me plaît de le croire.

Alors on continue le combat citoyen engagé avec les comités de Défense de La Poste ! Et l'on repart, syndicats, associations, partis politiques, vers et avec le peuple, tenant en main ces cinq millions de cartes postales ! On va relever le défi ! Il le faut ! Il nous faut un débat public ! Il nous faut un référendum !

Laurence Sauvage (PG 62)

Initiatives**Naissance du cercle professionnel RATP**

Le 30 Octobre s'est réuni le premier cercle professionnel du PG au siège de notre parti à Paris. Le cercle RATP, (bien que la notion de cercle professionnel n'ai pas été défini dans nos statuts) s'est donné pour objectif de réunir les camarades, au moins une fois par mois. Ces rencontres nous permettront de déterminer ensemble le développement du PG, d'établir un réseau au sein de l'entreprise, de rédiger et diffuser des tracts, donner notre vue politique sur les sujets d'actualités, de porter nos valeurs.

La création de ce cercle est importante et le moment opportun. Les conséquences de la politique ultra libérale ont conduit à une crise économique destructrice d'emplois alors que l'on devrait mettre l'homme au centre des préoccupations et préserver des emplois dans les secteurs publics. Dans une logique insensée, on

menace les services publics de privatisation. Des projets tels que le Grand Paris, le transfert des actifs du STIF à la RATP, le règlement OSP sont autant de sujets d'inquiétudes.

La RATP occupe une place importante dans le transport francilien. Elle permet un développement économique de la région capitale, elle joue un rôle écologique en contribuant à moins d'émissions CO2 et permet le déplacement de millions de voyageurs en toute sécurité.

Les prochaines élections régionales auront deux axes porteurs, l'écologie et les transports. Nous avons des réponses à donner pour le bien de nos concitoyens. Le cercle RATP doit être un outil et se tient prêt à faire vivre les idées du PG en matière de transport lors de la prochaine campagne.

Christophe Angrand

Formation en vue des régionales

Le 7 novembre, à l'initiative de la coordination régionale, 45 militants du Nord Pas-de-Calais ont travaillé et réfléchi durant tout un après midi sur les politiques régionales.

Lors d'une séance plénière, les compétences de la région et le manifeste national du Parti de Gauche pour les régionales, ont donné lieu à des interventions argumentées et précises en vue de donner aux militants les armes politiques nécessaires pour affronter la campagne à venir. François Delapierre, délégué général du PG, a tracé les grandes lignes politiques qui ont guidé nos travaux programmatiques. Trois ateliers consacrés aux politiques régionales de formation, à l'aménagement du territoire et à l'ac-

tion économique de la région sous ces diverses formes ont servi à décliner localement la ligne nationale qu'il venait de développer.

La volonté de la coordination régionale à travers cette formation était de donner aux militants les outils nécessaires pour mener une campagne d'argumentation raisonnée lors des réunions, meetings, marchés, ou porte à porte. Nous savons que nous aurons très vite à débattre avec nos partenaires politiques locaux.

D'autres réunions de formation sont envisagées celle-ci n'était qu'une première étape.

La coordination régionale
Nord-Pas-de-Calais

Justice**Hervé n'abdique pas**

Ne parlez plus des « lenteurs de la justice » à Hervé Eon. Pour avoir simplement brandi une pancarte « Casse-toi pov'con » sous le nez du Prince. - ... heu... pardon ! - du président de la République, lors du passage du carrosse - ...heu... pardon encore -, du cortège présidentiel, il vient en effet d'être définitivement condamné à 30 € d'amende avec sursis, la Cour de cassation ayant rejeté son pourvoi. « Il n'aura fallu que 14 mois à la justice française pour traiter mon affaire, première instance, appel et cassation », souligne-t-il, goguenard. Un record. « Je comprends pourquoi Nicolas Sarkozy n'a pas fait se saisir les sénateurs d'une opportunité de changer la loi, suite à la proposition de Jean-Luc Mélenchon d'abroger le délit d'offense au Chef de l'Etat : tous les projets présidentiels vont à l'encontre de l'intérêt général et d'un état républicain. Il ne peut et veut alors, de son propre chef, remettre en cause le délit d'offense hérité du crime de lèse-majesté » déclare Hervé Eon.

Cette affaire, comme toutes les autres, jette une lumière crue sur la présidence Sarkozy - tendre et conciliant avec les riches, impitoyable avec les pauvres - qui suscite de plus en plus de résistances. D'ailleurs, Hervé Eon n'a pas dit son dernier mot : soutenu par plus de 5000 signataires d'une pétition en ligne, par le PG, et d'innombrables Citoyens, il va saisir la Cour Européenne des Droits de l'Homme, afin d'obtenir la condamnation de la France dans cette affaire. Une jurisprudence existe concernant le délit d'offense à Chef d'Etat étranger (arrêt du 25 juin 2002 de la CEDH) qui avait obligé la France à retirer ce délit du droit français (art.52 de la loi Perben II du 9 mars 2004). « Mon moral est intact, ma motivation aussi », conclut Hervé Eon.

Jean-Baptiste Blondin

Un blog tout neuf



Le 5 novembre, Jean-Luc Mélenchon avait convié dans un bar-restaurant, à deux pas du siège du PG, militants, blogueurs et journalistes au lancement de la nouvelle formule de son blog. Depuis quatre ans qu'il existe, ce blog au succès croissant (155 000 visites en septembre) n'avait pas changé. Il se présente désormais sous un nouveau graphisme, avec un affichage plus agréable des articles et surtout une plus grande fiabilité qui permettra de limiter les pannes. Ce nouveau blog, qui conserve les quelques 400 notes existantes, s'enrichit d'une vidéothèque, d'une photothèque originale et d'une bibliothèque virtuelle.

Son adresse : www.jean-luc-melenchon.fr

Gaspillage de l'eau

Le pillage par le privé

Le délabrement du réseau d'eau potable en France entraîne un gaspillage évalué à 2 milliards d'euros.

Feignant de découvrir le problème, le gouvernement, par la voix de Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie, s'empresse de rejeter la faute sur « les collectivités [qui] ont l'obligation par la loi de rechercher les fuites », en menaçant « de leur demander de ramener leur taux de perte à 15 %, voire moins dans les zones urbaines denses ».

Mais c'est oublier que ce gaspillage est avant tout le résultat du véritable pillage par les entreprises privées de l'eau.

Près des trois quarts des communes font en effet le choix de déléguer la gestion du service de l'eau aux multinationales Veolia, Suez, ou Saur, qui réalisent des marges bénéficiaires inouïes dans la plus totale opacité.

C'est avant tout à cause de ces prédateurs, à qui des élus acceptent de déléguer leur mission de service public, que l'eau est aujourd'hui en France non seulement gaspillée, mais aussi de plus en plus chère, marchandisée et polluée.

Dans le monde, l'eau est en train de devenir un enjeu stratégique comparable au pétrole, sous la pression du modèle financier et productiviste, générant parfois des conflits armés.

Dans son manifeste pour les élections régionales, le Parti de Gauche déclare que « le droit à l'eau, la promotion de modes de consommation plus sobres sont également incompatibles avec une gestion privée qui pousse au contraire à la consommation irraisonnée et qui tire profit de l'inégalité d'accès croissante à cette ressource. » Et propose que « les régions mettent en place des structures régionales de gestion de l'eau », afin d'inciter les communes à gérer ce bien en régie publique. De nouvelles politiques pourront alors être mises en œuvre, notamment sur le plan tarifaire : premiers mètres cubes gratuits, tarif progressif afin de décourager la surconsommation d'eau, et péréquation tarifaire afin de garantir l'égalité des citoyens.

La gestion de l'eau doit revenir publique!

Nicolas Voisin

Agenda

Lille

Grenoble

Directeur de la publication : François Delapierre

Rédactrice en chef : Christiane Chombeau

Comité de rédaction : Pascal Boyer
Christiane Chombeau
Octave Honorin
Joseph Larmarange
Stéphane Le Garrec
Alexis
Marion Teillet

Mail : garance.avanti@gmail.com
Vie de Gauche est réalisé avec Scribus